



CENTRE PATRONAL

Route du Lac 2
1094 Paudex

Case postale 1215
1001 Lausanne

Tél. 021 796 33 00
Fax 021 796 33 11
info@centrepatronal.ch
www.centrepatronal.ch

CCP 10-13744-9
TVA/MWSt 270 039

Monbijoustrasse 14
Postfach 5236
3001 Bern
Tel. 0313 909 909
Fax 0313 909 903
cpbern@centrepatronal.ch

OFFICE FEDERAL DU SPORT
Monsieur Markus FELLER
Rte Principale 243-253
2532 MACOLIN
Markus.feller@baspo.admin.ch

Paudex, le 22 février 2012
SHR/mg

Consultation relative à l'ordonnance sur les guides de montagne et les autres prestataires d'activités à risque

Monsieur,

Nous avons pris connaissance de la procédure de consultation relative au projet d'ordonnance sur les guides de montagne et les autres prestataires d'activités à risque. Nous prenons la liberté de vous adresser ci-après notre prise de position.

Nous rappelons en préambule que nous nous étions opposés, lors de la procédure de consultation, à l'avant-projet de loi fédérale visant à assurer l'encadrement législatif de l'activité de guide de montagne et du secteur des activités à risque et avons demandé à la Commission des affaires juridiques du Conseil national de ne pas donner suite à l'initiative de l'ancien Conseiller national Jean-Michel Cina. Nous étions d'avis que cette nouvelle législation était inopportune et inutile aux motifs notamment que des bases légales existaient déjà aux niveaux cantonal et fédéral et que la branche pratiquait déjà l'autorégulation de sorte qu'une loi fédérale n'était pas nécessaire. Une loi supplémentaire n'aurait d'ailleurs pas permis d'éviter des accidents dans un domaine qui, par définition, comporte des risques.

Suite à la consultation susmentionnée, la Commission des affaires juridiques du Conseil national avait proposé de classer l'initiative parlementaire. Le Conseil national a néanmoins décidé, le 12 juin 2007, de ne pas prendre en considération le dossier et le 17 septembre 2010, le Parlement a adopté la loi fédérale sur les guides de montagne et les autres prestataires d'activités à risque.

Cela étant, dans la mesure où la loi a été adoptée et entrera vraisemblablement en vigueur le 1^{er} janvier 2013, nous émettrons ci-après quelques remarques d'ordre général sur cette ordonnance, en vous renvoyant pour les questions techniques à l'avis exprimé par les branches professionnelles concernées.

De manière générale, l'ordonnance devrait être la plus simple possible et correspondre aux exigences de la pratique afin d'éviter d'imposer de nouvelles charges administratives trop contraignantes aux entreprises et personnes concernées par la nouvelle loi.

1. Champ d'application – art. 1 ORisque

Cet article précise que « la loi et la présente ordonnance s'applique aux activités à risque proposées à titre professionnel, dont le début ou la fin et une partie au moins ont lieu sur le territoire de la Confédération suisse ».

Il nous paraît curieux que cette disposition apparaisse dans l'ordonnance et non pas dans la loi. En effet, de par la restriction importante à la liberté économique que constitue le régime de l'autorisation, de même qu'en vertu du régime de la sécurité du droit, il nous paraît que la désignation des activités à risque couramment pratiquées à l'heure actuelle devrait figurer dans la loi et non pas au niveau de l'ordonnance. Cela étant, il nous paraît logique que la législation suisse sur les activités à risque s'applique lorsqu'une activité se déroule sur le territoire suisse ou même partiellement sur le territoire suisse (lorsque le début ou la fin au moins de l'activité a lieu en Suisse).

2. Régime de l'autorisation

La loi soumet désormais les prestataires des activités à risque à une autorisation d'exercer. L'ordonnance, comme le prévoit la loi, fixe, de façon générale et abstraite, les conditions d'équivalence des titres professionnels.

3. Dispense d'autorisation pour les prestataires occasionnels issus de l'UE

L'art. 12 de l'ordonnance prévoit une dispense d'autorisation pour les prestataires occasionnels issus de l'Union européenne et des pays de l'AELE. Cet article transpose ainsi en droit interne la liberté de fournir des services dans le domaine des activités soumises à autorisation pour les ressortissants de l'AELE en application de l'art. 5 de l'accord du 21 juin 1999 entre la Suisse et l'UE concernant la libre circulation des personnes. Il est en outre conforme à la directive européenne relative à la reconnaissance des qualifications professionnelles (directive 2005/36/CE) applicable à la Suisse (entrée en vigueur partielle fin 2011), y compris en ce qui concerne la fourniture de service. Cela étant, nous trouvons là aussi curieux que cet article figure dans l'ordonnance. De par son importance, il aurait dû figurer dans la loi.

4. Assurance responsabilité civile – Art. 20 ORisque

A l'origine, l'initiative réclamait pour les guides de montagne une assurance responsabilité civile avec une couverture minimale de 10 millions de francs. Lors de la consultation sur le projet de loi, cette disposition était l'une des plus controversées. L'Association suisse d'assurances (ASA) s'y était notamment fermement opposée, observant qu'il était difficile de conclure une telle assurance sur le marché. Le projet d'ordonnance fixe le montant minimal de la couverture d'assurance à 5 millions de francs par année, ce qui nous paraît être un montant raisonnable permettant aussi aux personnes astreintes à conclure une telle assurance de pouvoir payer des primes abordables.

5. Dispositions transitoires

Il est prévu que la loi et l'ordonnance entrent en vigueur le 1^{er} janvier 2013 et de laisser aux cantons jusqu'au 31 décembre 2015 pour adapter leur législation. Ce délai nous paraît suffisant et donne le temps nécessaire aux cantons et aux entreprises concernées pour s'adapter.

6. Emoluments – Art. 19 ORisque

Selon le rapport du Département fédéral de la défense, de la protection de la population et des sports (DDPS) commentant le projet d'ordonnance sur les activités à risque « l'art. 19 ORisque se passe de commentaires » car cette réglementation ferait le lien avec l'art. 28 de l'ordonnance sur le commerce itinérant.

Nous relevons ici que l'art. 19 ORisque tel que proposé ne fait nullement référence à l'art. 28 de l'ordonnance sur le commerce itinérant : bien que les textes soient formulés de manière similaire, nous relevons que le montant des émoluments sont différents. Et que dès lors il n'y a pas là de traitement uniforme comme le laisse entendre le rapport.

Nous rappelons que dans la fixation des émoluments, les principes de la couverture des coûts et de l'équivalence doivent être respectés, de sorte que les émoluments ne doivent pas être supérieurs au coût effectif de l'octroi de l'autorisation par les cantons. En l'espèce, les montants proposés ne nous paraissent pas excessifs.



En vous remerciant de l'attention que vous porterez à la présente prise de position, nous vous prions de croire, Monsieur, à l'expression de notre considération distinguée.

CENTRE PATRONAL



Sandrine Hanhardt Redondo